

CONSTRUIRE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE DE LA TUNISIE

paysage et aménagement du territoire, les dimensions cachées de la Révolution

Colloque interdisciplinaire - Cité des Sciences à Tunis, 17 et 18 novembre 2011

Alia GANA

La gouvernance de l'eau potable

Quid de l'équité territoriale en Tunisie ?

L'aggravation des phénomènes d'exclusion sociale et les disparités territoriales croissantes qui ont accompagné les processus de développement en Tunisie figurent parmi les causes profondes de la révolution du 14 janvier. Les inégalités entre régions intérieures et régions littorales et entre zones rurales et zones urbaines sont attestées par tous les indicateurs du développement (emploi, santé, éducation, accès aux infrastructures, accès à l'eau).

Alors que l'accès à l'eau et à l'assainissement a été considéré comme un élément essentiel du développement économique et social en Tunisie, force est de constater que la priorité accordée à l'approvisionnement des villes et des zones littorales contribue à des inégalités persistantes dans ce domaine entre milieu urbain et milieu rural. Tout d'abord, la mobilisation des ressources hydrauliques, à travers les grands barrages et les ouvrages de transfert, s'est faite largement au détriment des régions pourvoyeuses, situées en grande partie dans les zones rurales du Nord-ouest du pays et a bénéficié principalement aux régions côtières et aux grands centres urbains (Cap-Bon, Sahel, Sfax).

Par ailleurs, et au-delà des indicateurs statistiques attestant de l'amélioration des taux de desserte des zones rurales en eau potable (90% en 2010), l'accès à l'eau des populations rurales reste très largement en deçà des besoins des ménages, aussi bien en quantité qu'en qualité. Alors que les zones desservies par la Sonede (urbain et rural aggloméré) peuvent compter sur des services d'approvisionnement fiable et de qualité, en milieu rural dispersé, l'accès des ménages à cette ressource vitale reste limité et aléatoire, notamment en raison du système de distribution par bornes fontaines et des dysfonctionnements des associations d'usagers (GDA) en charge de la gestion des réseaux. De plus les tarifs de l'eau sont plus élevés dans les zones desservies par les GDA et les ménages ruraux ne bénéficient pas du système de péréquation tarifaire, appliquée à l'échelle nationale par la Sonede, qui permet aux ménages à revenus modestes d'accéder à l'eau courante à moindres frais. Enfin les inégalités rural/urbain liées à l'usage de l'eau sont dues à des problèmes de qualité de la ressource disponible (haut degré de salinité, fort taux de calcaire, etc.) et au faible taux de raccordement des ménages ruraux aux réseaux d'assainissement (moins de 10%) qui exposent les populations concernées à des risques environnementaux et sanitaires plus élevés.

A partir de recherches de terrain effectuées dans plusieurs régions de Tunisie (Kef, Zaghouan, Siliana, Sidi Bouzid), cette communication propose d'explorer ces différentes dimensions des inégalités rural/urbain liées à l'usage de l'eau et de réinterroger les choix d'aménagement du territoire et les stratégies de développement dont ces disparités découlent fondamentalement.